

CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE | BOULEVARD DE LA SAUVENIÈRE 33-35 | 4000 LIÈGE
N°85 | TRIMESTRIEL | AVRIL-MAI-JUIN 2014 | N° D'AGRÉATION : P201200 | BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

SALUT & FRATERNITE

Petites et grandes
histoires d'émancipation

Libres, ensemble

SOMMAIRE



4

Entre Galeries et Forges : petites et grandes histoires d'émancipation

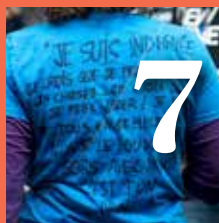
Par Audrey Taets

Face au capitalisme sans scrupule : le droit de contester

Par Michel Pinçon



6



7

L'émancipation personnelle au cœur du changement social

Par Christian Maurel

La lutte : de l'insupportable à l'étincelle

Par Julien Dohet



8



9

Une jeunesse démobilisée ? La lutte des jeunes précaires

Par Renaud Maes

L'IHOES, une réputation internationale

Par Ludo Bettens



10



12

La laïcité en actions

**Opinions
Pétitions
Interpellations**



14



Par **Bernadette Rasquin**, Présidente du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège

Installé au cœur de la Cité Miroir, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège entend bien raviver la mémoire ardente des Liégeois et faire naître chez les plus jeunes d'entre eux un engagement de solidarité active. Au terme d'une préparation minutieuse, un parcours mémoriel et didactique intitulé Entre Galeries et Forges. Histoires d'une émancipation s'ouvrira au public et aux groupes scolaires à l'automne prochain. Il évoque les luttes sociales des gens du peuple du XIX^e au XX^e siècle tandis qu'une troisième partie met en évidence la fragmentation de l'État-providence au XXI^e siècle.

Ce projet généreux s'inscrit dans les missions d'éducation permanente du Centre d'Action Laïque et rejoint les objectifs du Memorandum 2014 qui réaffirme que le mouvement laïque entend contribuer, par ses propositions, à ce que l'État garantisse à toutes et à tous des droits égaux, une justice équitable, la liberté de pensée, de conscience, de religion, d'opinion et d'expression. Seul un État laïque peut y parvenir en toute impartialité.

Grâce à des évocations concrètes, chacun pourra mesurer que l'émergence des droits humains fut une première étape. Qu'ensuite des luttes âpres, longues et tenaces ont conduit à la solidarité et à la mutualisation. Que l'amélioration des conditions de vie fut une conquête avant de devenir un droit et qu'un droit n'est jamais définitivement acquis.

Trop souvent, nous avons le sentiment qu'une sorte de fatalisme paralyse les gens. La peur de perdre ce qu'ils détiennent encore les enferme dans leur cocon. Chacun pour soi, le succès individuel est la seule évaluation tolérée. Plus le monde s'ouvre, plus il enferme dans la crainte des autres. À l'échelle européenne ou planétaire, le dumping social casse les salaires décents mieux qu'un coup d'État. Il y a toujours un plus pauvre quelque part qui acceptera la plus mauvaise des conditions de travail.

Prise de conscience, participation citoyenne, syndicats, coopératives, sécurité sociale, vigilance démocratique : autant de termes qui prendront tout leur sens par la comparaison des époques évoquées dans le parcours.

Entre Galeries et Forges. Histoires d'une émancipation à l'ambition de faire vivre la solidarité au sein de la communauté humaine, solidarité indispensable pour construire l'égalité et la liberté, valeurs fondatrices de la laïcité.



Salut & Fraternité, périodique trimestriel, est édité par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Certains titres et chapeaux sont de la rédaction.

Éditrice responsable Bernadette Rasquin, Présidente. Boulevard d'Avroy 86 - 4000 Liège
Comité de rédaction Dorothy Bocken, Céline Gérard, Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Gregory Pogorzelski, Audrey Taets, Isabelle Wathelet

Rédactrice en chef Céline Gérard - **Secrétaire de rédaction** Isabelle Leplat
Photos Centre d'Action Laïque de la Province de Liège - Reporters.be - Flickr.com
Avec la collaboration de Ludo Bettens, Dorothy Bocken, Olivier Bonfond, Julien Dohet, Renaud Erpicum, Renaud Maes, Christian Maurel, Michel Pinçon, Audrey Taets, Jean-Denis Tourneur

Publicité Karin Walravens - 04 232 70 06
Administration Anne Collet, Pascale Riga, Valérie Runfola
Logistique Henri Nélisse

Création de la maquette Knok Design - **Impression** AZ Print
Mise en page Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Gregory Pogorzelski

© 2014 Tous droits réservés. Sauf illustration avec indication contraire, contenu sous licence Creative Commons, utilisation non commerciale et citation de la source. Les illustrations sans crédit sont du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège

Tirage 6 000 exemplaires - Envoi gratuit sur demande (info@calliege.be)
Vous souhaitez aider Salut & Fraternité ?

Versez une contribution sur le compte BE48 0682 1400 1427 avec en communication : S&F 85

www.calliege.be

LE CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE REMERCIE SES PARTENAIRES : La Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie, la Présidence du Gouvernement wallon, le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports et le Ministre de l'Économie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles du Gouvernement wallon, la Province de Liège, Liège Province Culture, Liège Province Jeunesse, les Villes de Liège, Seraing et Waremme.

RETROUVEZ SALUT & FRATERNITÉ EN LIGNE
WWW.CALLIEGE.BE/SF





PETITES ET GRANDES HISTOIRES D'ÉMANCIPATION

À l'automne prochain, l'exposition permanente *Entre Galeries et Forges. Histoires d'une émancipation* du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège ouvrira ses portes à *La Cité Miroir*. Conçue sous la forme d'un voyage dans le temps, elle montrera que les actions collectives peuvent déboucher sur des victoires sociales, mais mettra aussi en lumière la mémoire des luttes ouvrières.

Les rapports de domination ont en effet toujours existé : ils sont l'œuvre d'une caste de riches aux stratégies affûtées pour asservir les masses laborieuses. Face à cette impudence, les citoyens possèdent un droit inaliénable, voire même un devoir de contestation. Car l'aliénation n'est pas

irréversible : il suffit d'une étincelle pour que gronde la révolte qui mènera à la remise en cause des privilèges et à l'adoption d'une législation améliorant le droit et les conditions de vie des exploités.

Une manière de rappeler à la jeunesse que les conquêtes sociales sont le fruit de combats parfois longs et durs. Cette dernière n'hésite d'ailleurs pas à s'engager, utilisant ses propres moyens.

Il appartient en effet à chacun d'être vigilant pour que ces acquis sociaux ne soient pas détricotés. Et pour ce faire, il est essentiel de connaître le passé et de le mettre en regard du présent. Un lien que l'exposition permanente s'attellera à tisser.



Par Audrey Taets, coordinatrice du service Solidarité

ENTRE GALERIES ET FORGES, PETITES ET GRANDES HISTOIRES D'ÉMANCIPATION

A l'automne prochain, nous inaugurerons l'exposition permanente *Entre Galeries et Forges. Histoires d'une émancipation* au sein de la Cité Miroir. L'exposition retrace l'histoire des luttes sociales menées par les travailleurs contre les inégalités, l'aliénation et les dominations depuis le XIX^e siècle jusqu'à nos jours.

Le parcours est destiné au tout public à partir de 15 ans. Il se structure en trois salles.

La première (1830-1886) traite de la condition ouvrière au XIX^e siècle dans le contexte d'un capitalisme débridé. Des témoignages croisés relatent l'expérience de subordination vécue par ces travailleurs véritablement dominés par les inégalités sociale, politique, économique, culturelle face à une bourgeoisie conquérante et innovante disposant de ressources multiples. Cette première séquence permet de comprendre le phénomène de pauvreté non pas comme relevant d'une responsabilité individuelle mais organisée économiquement et socialement par l'instauration de lois, d'une idéologie dominante, d'une culture de la distinction assignant toute une communauté à une identité, une position sociale bien déterminée.

La deuxième salle (1886-1974) nous plonge au cœur d'un siècle de luttes menées pour la transformation sociale et politique. Si au XIX^e siècle la soumission est bien intégrée, la classe opprimée va cependant petit à petit se structurer et s'organiser afin de prendre son destin en main. Un processus de conscientisation collective est en marche, les luttes s'organisent avec comme suite politique l'instruction publique, le suffrage universel et les droits sociaux. L'apogée des conquêtes s'incarnera dans les Trente Glorieuses via un meilleur partage des richesses ainsi qu'un système de protection sociale institué.

La troisième salle pose enfin la question contemporaine du délitement des conquêtes sociales, du démantèlement de l'État-providence dans un système économique et financier en « crise ». Si l'austérité est le nouveau mot d'ordre de la poli-

tique menée par l'Europe, nous avons pourtant besoin d'un projet de société dans lequel chacun peut construire son avenir, une Europe véritablement sociale dans laquelle les gens passeront en premier lieu. Aujourd'hui en Belgique, plus d'un siècle de luttes menées par des générations de travailleurs sont progressivement détricotées creusant chaque jour davantage les inégalités sociales. Accepterons-nous cela sans résistance ? Quelles réponses collectives apporter à cet état de fait, sur quelles forces sociales peut-on compter aujourd'hui ?

Réinvestir la question politique de l'intérêt général, du vivre ensemble est essentiel. Si nous, citoyens, ne l'investissons pas, nous risquons bien de voir s'imposer la loi du plus fort. Ces

questions nous appartiennent, il s'agit à notre tour de nous mettre en route pour reconquérir le pouvoir sur notre devenir. L'enjeu est de taille, au XIX^e siècle il l'était aussi...

L'exposition permanente s'est construite avec cette visée audacieuse de redonner du souffle à notre capacité à faire changer les choses. Conformément à l'esprit de l'éducation permanente, il s'agit bien ici d'un projet politique dans la mesure où l'on propose aux visiteurs de réinvestir « le politique » au travers de la participation de chacun à la construction d'une société plus juste et solidaire.

Refuser le fatalisme ambiant et rappeler que les conquêtes sociales que nous connaissons

→ « On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent, mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent. »

Berthold Brecht



© 2019 Flickr.com - Saigneur de guerre

aujourd'hui ne se sont pas imposées d'elles-mêmes, mais résultent d'un véritable rapport de force auquel nous sommes toujours intimement liés et avec lequel il s'agit de renouer est un premier pas dans ce sens.

L'héritage collectif que nous ont transmis ces générations d'hommes et de femmes porteurs de puissance d'agir représente un patrimoine trop souvent passé sous silence... Ils constituent pourtant une véritable source d'inspiration pour lutter ici et maintenant contre le déficit démocratique et le dogme du tout au marché. ■■■

ENTRE GALERIES ET FORGES. HISTOIRES D'UNE ÉMANCIPATION CE SERA AUSSI...

Un dispositif multimédia qui proposera au visiteur de laisser des témoignages sur sa compréhension du monde, ses désirs de transformations sociales et son envie d'engagement.

Des animations pédagogiques destinées à aborder plus en profondeur les thématiques présentes au sein de l'exposition.

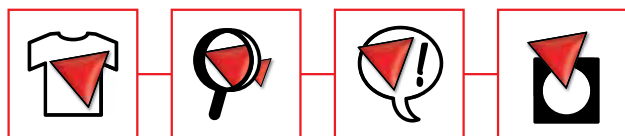
L'édition de cahiers thématiques complémentaires à l'exposition.

L'organisation de cycles de conférences favorisant une liaison entre passé-présent et devenir.

La diffusion de films et documentaires traitant de questions sociales.

Bref, un ensemble d'outils destinés à réfléchir, penser, agir par mauvais temps, vents contraires et situations de crise.

Triangle Rouge.be



Dans les camps de concentration, le **triangle rouge** était le signe cousu sur la veste des prisonniers politiques, celles et ceux qui se sont opposés à l'idéologie nazie.

Aujourd'hui, le **pin's Triangle Rouge** est le symbole de la résistance aux idées d'extrême droite.



Cliquez... résistez !
www.trianglerouge.be



Portez le Triangle Rouge



Informez-vous



Engagez-vous



Votez pour résister

Résistez aux idées d'extrême droite

TERRITOIRES
DE LA MÉMOIRE
Les acteurs de l'histoire, c'est vous !



Entretien avec **Michel Pinçon**, propos recueillis par Isabelle Leplat

FACE AU CAPITALISME SANS SCRUPULE : LE DROIT DE CONTESTER !

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot sont sociologues. Ils travaillent en tandem depuis plus de 25 ans sur la grande bourgeoisie et les élites sociales. Leur dernier ouvrage, *La violence des riches. Chronique d'une immense casse sociale* pointe sans concession le pilonnage des classes populaires par une caste de riches aux stratégies affûtées.

Salut & Fraternité : Dans quels rapports de domination sommes-nous aujourd'hui ?

Michel Pinçon : Les travailleurs se trouvent face à un capitalisme financier très abstrait, fait de bilans, de colonnes de chiffres et de rapports. Ils ne savent plus très bien qui est responsable, en dernière analyse, des politiques d'investissement ou non, des politiques salariales, etc. Les rapports de domination sont donc court-circuités : ils sont beaucoup plus indirects qu'avant. Autrefois le patron dirigeait lui-même son entreprise.

Il était souvent un héritier sur plusieurs générations et avait un rapport personnalisé avec son usine. Aujourd'hui, les cadres et les patrons sont eux-mêmes sous le contrôle de ce capitalisme financier sans scrupule via des actionnaires, des fonds d'investissement, ... Par exemple, nous avons travaillé en 2007 sur la fermeture des Ateliers Thomé-Génot, dans la vallée de la Meuse. Une société d'investissement américaine a repris cette entreprise en cessation de paiement avec les banques locales. Et elle a pillé les savoir-faire, les machines, et a revendu le parc immobilier de l'entreprise, qui a finalement fermé ses portes. La lutte des classes devient donc indécise dans la mesure où le travailleur ne sait plus clairement identifier le noyau dur qui l'opprime.

S&F : Comment cette domination se traduit-elle ?

M.P. : Par une idéologie qui est transmise par les écoles, en partie, mais beaucoup par une partie de la presse et par les politiques. En France, notre gouvernement est socialiste... mais n'a rien de socialiste ! Il est entièrement acquis au libéralisme économique. Cette formation politique née du mouvement ouvrier a pris fait et cause pour le néo-libéralisme actuel, limitant son socialisme au souci vaguement caritatif d'aménager un peu les conditions de vie de ceux qui en ont besoin. Mais il ne s'attaque en aucun cas aux problèmes de fond : la répartition de la richesse produite

d'une manière plus égalitaire. Il faut noter que la renonciation des puissances publiques à contrôler les marchés a été initiée à partir de 1983 sous François Mitterrand à la présidence de la République et Pierre Bérégovoy au ministère de l'Économie et des Finances.

S&F : Aujourd'hui nos dirigeants appliquent des politiques dont ils renvoient la responsabilité à d'autres niveaux de pouvoir, comme l'Europe. Qu'en est-il ?

M.P. : L'Europe, ce pourrait être très bien ! Le problème n'est pas dans l'unité et dans la logique européennes mais bien dans la politique. Aujourd'hui la plupart des pays membres de la Communauté ont à leur tête des dirigeants acquis au néo-libéralisme. Alors évidemment l'Europe est néo-libérale. Ce sont les hommes politiques qui sont comme cul et chemise avec le grand capital qu'il faut mettre en cause !

S&F : Pourquoi une aliénation est-elle toujours remplacée par une autre ?

M.P. : Parce que les puissants ont toujours maîtrisé deux types de moyens : des moyens physiques, à savoir la propriété matérielle des moyens de production, les forces de police et de maintien de l'ordre, etc. Ils possèdent aussi un capital symbolique, qui s'exprime en prestige, en ce qu'ils incarnent la réussite et donc une certaine compétence. Pour arriver à changer les choses, il faut franchir cet obstacle. Mais il est très difficile à vaincre parce qu'il est ancré dans les esprits et dans l'éducation (« il faut respecter l'ordre et ceux qui sont au pouvoir, ils sont capables et donc compétents », etc.).

Il faut se dire qu'on a le droit de contester, de dire qu'il n'est pas normal que cette pauvreté se développe et ne cesse d'augmenter, que se creusent de tels écarts entre les revenus, que de tels gains, de tels salaires et de telles rémunérations soient permis, que la répartition est trop injuste pour ceux qui travaillent. D'ailleurs, les travailleurs ne se rendent pas très bien compte de la force extraordinaire qu'ils ont. Parce que s'ils arrêtent de travailler, il va falloir que les riches se retroussent les manches ! ■■■



© © © Flickr.com - Corey Oakley

L'émission *Regards FGTB* a rencontré Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot à propos de leur dernier ouvrage. À voir ici :

<http://tinyurl.com/of8ukud>



Entretien avec **Christian Maurel**, propos recueillis par Arnaud Leblanc

L'ÉMANCIPATION PERSONNELLE AU CŒUR DU CHANGEMENT SOCIAL

Christian Maurel est sociologue, chercheur et professeur à la retraite de l'Université de Provence (Aix-Marseille I). Ancien responsable des Maisons des jeunes et de la culture (MJC), il est cofondateur du collectif français *Éducation populaire et transformation sociale*. Il est particulièrement actif à l'Université populaire du pays d'Aix, porteuse d'un projet associatif de débats, de partage et de co-construction des savoirs. Il aborde ici la question de l'émancipation par le biais de l'éducation populaire¹.

S&F : Quelle est pour vous la définition de l'émancipation ?

Christian Maurel : Elle consiste à sortir, aussi modestement que cela soit, de la place qui nous a été assignée par les rapports sociaux, le genre, l'âge, la culture d'origine ou encore le handicap. Par exemple, une première prise de parole en public, la première pétition signée, le premier engagement dans un collectif. Dans *Nouveaux essais de l'entendement humain*, Leibniz fait la

différence entre les petites et les grandes perceptions : la grande perception du souffle de la mer qui nous submerge y est le fait des innombrables gouttelettes d'eau qui s'entrechoquent et qui sont ces petites perceptions que nous ne distinguons pas. Évidemment, les petites émancipations peuvent être source de grandes émancipations. Elles peuvent amener des mouvements plus forts et spectaculaires, comme ce qui s'est passé en Tunisie il y a quelques années. Les grands mouvements ne sont ainsi que le fruit de plus petites « *révolutions tranquilles* » (dixit Bénédicte Manier). Ces dernières naissent çà et là de gens qui se mettent à produire et à partager la richesse autrement ou à se préoccuper collectivement de leur environnement. Elles sont les œuvres de personnes qui n'attendent pas que le changement vienne d'ailleurs, notamment de l'État.

S&F : Avez-vous un exemple marquant ?

C.M. : À Aix-en-Provence, le mouvement des Indignés a donné naissance à un lieu de rencontre et de réflexion. Auparavant, des jeunes avaient estimé qu'une telle structure manquait. Ils se sont alors lancés dans la mise sur pied d'un café culturel citoyen qui porte le nom de « 3C »². Ils se sont formés en gestion, ils ont loué des locaux, ils ont ouvert un bar et ils accueillent un point de distribution de paniers bio. Au bout de quelques mois, ils comptaient 2 500 adhérents. Les participants sont dans la construction plutôt que dans le pessimisme ou le dépit. C'est là une façon de changer le monde sans prendre le pouvoir : les initiateurs ont pris conscience d'une injustice ou d'une privation de liberté inacceptables, ce qui a débouché sur une émancipation. C'est une belle illustration de « révolution tranquille ».

S&F : Quel est le rôle de l'éducation populaire dans ces processus ?

C.M. : L'éducation populaire, comme l'éducation permanente en Belgique, s'inscrit dans quatre missions convergentes. La première, c'est la conscientisation. Il s'agit d'apprendre à lire la réalité sociale pour comprendre la place qu'on occupe dans les rapports sociaux et celle qu'on pourrait ou que l'on devrait y occuper. La deuxième mission est l'émancipation, l'acte par lequel on sort de la place qui est assignée. La troisième est l'augmentation de la puissance d'agir : les gens résignés passent à l'action. L'éducation populaire génère de la puissance démocratique d'agir³. Cette dernière est collective,

organisée, avec des règles, dans le respect de toutes et tous. Les gens s'en trouvent transformés.

Enfin, la quatrième mission est celle de la transformation de soi et des rapports sociaux et politiques. Ces derniers ne peuvent être changés sans que les individus soient eux aussi transformés. Pour reprendre un exemple historique marquant, lors de la Révolution française, les personnes ont été changées en même temps que la structure politique. Ils sont passés de l'état de simples sujets à celui de citoyens. ■■■

¹ Il a d'ailleurs écrit deux ouvrages sur le sujet : *Éducation populaire et travail de la culture. Élément d'une théorie de la praxis* (2000) et *Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation* (2010).

² Voir www.cafeculturelciroyen.org/

³ Ou « pouvoir de », à la différence du « pouvoir sur », qui exprime le pouvoir de domination.

À Aix-en-Provence, le mouvement des Indignés a donné naissance à de nombreux projets



© flickr.com - Asymix

Liège Enseignement

- Enseignement fondamental
- Enseignement secondaire
- Enseignement spécialisé
- Enseignement supérieur
- Promotion sociale

www.ecl.be
Liège Écoles Infos : 04/221 92 79



Par **Julien Dohet**, militant syndical rémunéré et historien spécialisé sur le mouvement ouvrier et ses luttes

LA LUTTE : DE L'INSUPPORTABLE À L'ÉTINCELLE

« L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Cette célèbre formule, inscrite par Karl Marx dans les statuts provisoires de l'Association Internationale des Travailleurs¹, dont il participe à la fondation à Londres le 28 septembre 1864, reste d'une étonnante actualité. Classe ouvrière et travailleurs doivent ici être pris comme des mots génériques. Remplacez-les pour les préciser par femmes, par exclus, par immigrés... et la formule fonctionne.

Loin de la caricature que certains veulent faire du marxisme, elle montre que celui-ci est profondément humain en ce qu'il met l'action de l'homme et de la femme au cœur du processus d'émancipation et non une quelconque « main invisible » ou tout autre transcendance sur lesquels nous n'aurions aucune prise.

Faire un tour d'horizon de la lutte est évidemment impossible. L'intitulé de l'article qui m'a été demandé est au singulier. Retour donc aux fondamentaux. La contradiction principale, le moteur de l'histoire des sociétés, est la lutte des classes. C'est-à-dire la lutte entre une minorité de possédants et une immense majorité d'exploités par les premiers. Le capitalisme, basé sur l'accumulation des richesses et la propriété privée des moyens de production, s'il modifie les formes de cette dialectique depuis plus de deux siècles maintenant, n'en supprime pas la réalité. Lorsque le mouvement « Occupy » déclare « nous sommes les 99 % », il ne fait qu'actualiser le message qu'Alfred Defuisseaux développait dans *Le catéchisme du Peuple*, brochure de propagande publiée en 1886 par le Parti Ouvrier Belge (POB) nouvellement créé et qui commençait ainsi : « 1. **Qui es-tu ?** R. Je suis un esclave. 2. **Tu n'es donc pas un homme ?** R. Au point de vue de l'humanité, je suis un homme ; mais par rapport à la société, je suis un esclave. 3. **Qu'est-ce qu'un esclave ?** R. C'est un être auquel on ne reconnaît qu'un seul devoir, celui de travailler et de souffrir pour les autres. »

1886, justement. Nous prendrons cette date charnière dans l'histoire des luttes sociales en Belgique² pour essayer l'exercice difficile de synthétiser en trois points ce qui fait que les gens finissent par bouger collectivement et se mobilisent fortement pour faire changer les choses.

1° Une situation dramatique qui les touche directement : si les valeurs de solidarité, d'altruisme, de coopération existent, on assiste à de grands mouvements de lutte émancipatrice quand les gens sont touchés directement et durement. En 1886, une crise économique frappe de plein fouet depuis plus de dix ans, avec pour conséquence une pression accrue sur les travailleurs en termes de productivité horaire, de flexibilité, de blocage salarial. Vivant déjà dans des conditions effroyables, la classe ouvrière est donc poussée à bout.

2° À ce contexte socio-économique qui fait que les perspectives de vivre mieux se réduisent comme peau de chagrin, poussant les gens au désespoir, des pistes de solution alternative sont proposées et diffusées largement. **Une vision politique** est donc présente. La Première Internationale a été importante en Belgique fin des années 1860 et a politisé une large couche des travailleurs, et notamment les syndicats naissants. Bien que celle-ci ait disparu, de nombreux militants ont été formés à cette occasion et continuent à promulguer ces idées. Si de nombreuses tendances coexistent, le POB

a été créé en avril 1885 et commence à se structurer. L'idée « qu'un autre monde est possible », pour reprendre un slogan contemporain, a donc été diffusée.

3° La troisième pointe du triangle est la plus imprévisible. Il s'agit de **l'étincelle qui fait exploser une situation**. De l'événement, de l'incident qui fait qu'une masse plus ou moins importante se met en mouvement et rejoint une des minorités agissantes. En 1886, il s'agira d'un « grand meeting public » organisé le jeudi 18 mars en la salle du café national (place Delcour en Outremeuse) par « le groupe anarchiste de Liège » à l'occasion du 15^e anniversaire de la Commune de Paris, et ayant pour sujet cette dernière. Une conférence-débat comme il y en a encore quotidiennement, mais qui, ce soir-là, rassemblera un gros millier de travailleurs qui la prolongeront par une manifestation dans le cœur bourgeois de la ville. Le lendemain, une grève paralyse le bassin liégeois, grève qui s'étendra ensuite dans le Borinage où elle sera réprimée dans le sang.

Toujours aujourd'hui, 1886 est présenté comme une émeute ou une jacquerie où une violence inutile et incontrôlée s'est exercée. Nous y voyons plutôt, comme d'autres, une révolte sociale qui forcera le pouvoir en place à accorder les prémices d'une législation sociale en Belgique.

Le triangle ainsi proposé est une piste d'analyse. Les interactions entre ses trois côtés et l'importance de ceux-ci varient à chaque fois. Aucune situation ne se reproduit exactement. C'est pourquoi il s'agit toujours de partir du réel pour établir puis confronter une théorie dans un mouvement dialectique. L'intensité des mobilisations qui en découlent varie elle aussi, de la grosse manifestation à la révolution.

Une seule chose est certaine : l'accroissement des inégalités sociales et l'arrogance des possédants provoquent tôt ou tard une réaction de ceux qu'ils exploitent. ■■■

¹ Sur l'histoire de cette dernière, voir Mathieu Léonard, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale*, Paris, La Fabrique, 2011.

² Sur 1886, voir Gita Deneckere, *Les turbulences de la Belle époque 1878-1905* in Nouvelle histoire de Belgique. Vol.1 : 1830-1905, coll. Questions à l'histoire, Bruxelles, Complexe, 2005, p. 56-63.



© © © Flickr.com - Nwardiaz



Par **Renaud Maes**, collaborateur scientifique de l'Unité de Psychologie des Organisations à l'Université Libre de Bruxelles

UNE JEUNESSE DÉMOBILISÉE ?

L'EXEMPLE DES JEUNES PRÉCAIRES

« J'ai créé un événement Facebook pour annoncer la grève » : Ali¹, 21 ans, se souvient avec une certaine émotion des actions syndicales de mai 2013 à Caterpillar Belgium (Gosselies). Embauché à durée déterminée, son contrat n'a pas été reconduit durant l'été 2013, « malgré les promesses de mon chef ». De la lutte syndicale, il tire un constat amer : « finalement, il faut toujours qu'on lâche. Et les jeunes comme moi, nous sommes les premiers fusibles. »

Il n'est pas rare de lire que les « jeunes » se désintéresseraient particulièrement de l'engagement politique et syndical et partant généralement de cette hypothèse à ce jour non-démontrée, nombre d'articles soulignent « l'épuisement des luttes sociales ». Cependant, ces articles souffrent généralement de biais fondamentaux. D'une part, ils font souvent peu de cas de « l'explosion » des statuts traditionnels – et singulièrement du statut ouvrier – provoquée notamment par la multiplication des formes d'emplois précaires (de l'intérim à certains emplois subsidiés). D'autre part, ils ignorent fréquemment la différence importante entre la représentation que les jeunes ont de leur statut et la réalité de celui-ci. Or, comme l'a rappelé utilement Martin Thibault dans le cas des ouvriers de la RATP (transports publics parisiens), nombre de jeunes se définissent a priori comme « classe moyenne », refusant de se présenter comme « ouvriers » vu le caractère « stigmatisant » que peut parfois prendre le terme dans les discours politiques et médiatiques.

Pour pouvoir appréhender dans quelle mesure « les jeunes » perpétuent les luttes sociales, comment ils se les approprient et les transforment, il faut dès lors éviter de focaliser le questionnement sur le « statut » qu'ils occupent et interroger les représentations sociales qui imprègnent les acteurs des luttes. Lorsqu'on adopte cette démarche comme moteur d'un travail de recherche de terrain, on constate rapidement l'existence d'une réelle conscience politique et

d'une volonté d'engagement militant qui sont singulièrement fortes chez les jeunes les plus précarisés. C'est ce que nous avons pu constater à l'occasion d'entretiens avec des jeunes travailleurs précarisés de secteurs de l'industrie lourde, menés en 2013 dans le cadre de nos travaux.

Une caractéristique est cependant prégnante dans les discours que l'on peut recueillir, à savoir une certaine distance vis-à-vis des organisations syndicales. Comme le résume Serge, 21 ans, intérimaire à Opel Forest : « dès qu'on discute avec un syndicat, on discute avec une énorme machinerie, qui est aussi là pour défendre la majorité, pas tellement chaque ouvrier ». Cette analyse est récurrente : la plupart des jeunes sous statuts précaires considèrent que les organisations syndicales ne les défendent pas de manière optimale, les considérant comme des « pertes acceptables » en cas de restructuration. Cependant, la plupart d'entre eux ne considèrent pas ce « calcul » syndical comme « illégitime » : comme le résume Serge, « il faut bien sauver un maximum d'emplois, finalement ».

Ce raisonnement les incite d'ailleurs à « doubler d'efforts » lors de grèves, de manifestations syndicales, etc. Dans ce cadre, ils font usage d'une série d'instruments pour contribuer au succès de la lutte, surtout en ce qui concerne la mobilisation. Relayant les appels notamment via les réseaux sociaux (principalement Facebook et Twitter), ils développent également des stratégies de diffusion sur les forums des journaux (surtout sur le site des journaux locaux et des chaînes de télévision). Kevin, 26 ans, bagagiste dans un aéro-

port, relate ainsi l'impact que peut avoir ce type d'actions : « la journée, on était dans le hall et j'ai utilisé l'internet pour faire des photos de l'action, j'ai relayé les photos et il y a même des journaux qui ont pu les reprendre sur leur site ».

D'une certaine manière, on voit que les jeunes travailleurs précaires s'investissent tout particulièrement dans les luttes syndicales, ce qui bat en brèche l'hypothèse d'une « démobilité générale » de la jeunesse, mais qu'ils actualisent également les moyens de ces luttes en y important des outils qui leur sont propres. Pour autant, des questions importantes demeurent : dans quelle mesure la distance observable entre « l'organisation syndicale » et ces jeunes ne participe-t-elle pas d'un affaiblissement du mouvement social (et non des luttes sociales) ? Cette distance n'est-elle, finalement, pas le produit d'une certaine incapacité des structures traditionnelles à prendre en compte l'évolution des statuts des travailleurs et la précarisation des classes dominées ?

Nous ne pouvons bien sûr répondre ici à des questions si vastes. Cependant, nous devons souligner qu'une simple reconnaissance des apports des jeunes aux luttes sociales – reconnaissance qu'empêchent fréquemment les clichés qui collent à la jeunesse – pourrait quelquefois contribuer à réanimer l'héritage de luttes historiques du mouvement social. ■■■

¹ Les prénoms de nos témoins ont été changés.



© UNDP Europe & East Asia



LA LAÏCITÉ EN ACTIONS

DES ASSOCIATIONS EN MOUVEMENT

L'IHOES : UNE RÉPUTATION INTERNATIONALE

Fondé en 1979, l'Institut d'Histoire Ouvrière, Économique et Sociale (IHOES) est un centre d'archives privées et un service d'éducation permanente reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il collecte, conserve et met à disposition d'un large public tous les documents relatifs à l'histoire des travailleurs, aux structures qu'ils ont mises en place pour défendre leurs droits (syndicats, coopératives, mutualités) et aux mouvements sociaux, politiques, économiques et culturels auxquels ils se sont associés (résistance, pacifisme, féminisme, altermondialisme...). Sa situation en bord de Meuse, en plein cœur du bassin sidérurgique liégeois, est donc particulièrement symbolique : Seraing est non seulement l'un des centres névralgiques de la révolution industrielle en Belgique, mais aussi un témoin privilégié des luttes menées en faveur de l'émancipation des travailleurs.

Les collections de l'IHOES regroupent un large panel de supports documentaires (archives proprement dites, ouvrages, périodiques, affiches, photographies, documents audiovisuels, objets...). Si elles sont accessibles à tous, force est de constater que l'Institut s'est taillé une solide réputation dans les milieux académiques y compris au niveau international. De nombreuses demandes proviennent également d'institutions scientifiques et culturelles (centres d'archives ou de documentation, musées), mais aussi du monde associatif (syndicats, mutualités, associations d'éducation permanente). Ludo Bettens, son directeur, a répondu à nos questions.



Entretien avec **Ludo Bettens**, directeur de l'Institut d'Histoire Ouvrière, Économique et Sociale
Propos recueillis par Dorothy Bocken

L'IHOES, PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ DE L'ÉLABORATION DU PARCOURS

Salut & Fraternité : Le parcours *Entre Galeries et Forges. Histoires d'une émancipation* ouvrira bientôt ses portes à La Cité Miroir. Quel a été votre apport ?

Ludo Bettens : L'IHOES est associé depuis de nombreuses années à la mise en place de ce parcours. Notre collaboration a pris jusqu'à présent diverses formes : nous avons tout d'abord mis une partie de nos collections à disposition pour les recherches. Nos archives devraient également être mises à contribution pour l'illustration du parcours et du catalogue. En 2010, nous avons aussi mené un important travail de recherche iconographique auprès d'une trentaine de centres d'archives et musées ainsi que de nombreux organismes audiovisuels. Il s'agissait d'identifier des documents (photos, affiches, ouvrages, films...) susceptibles d'illustrer les diverses luttes sociales et les principales avancées qu'elles ont permis d'engranger, telle que la sécurité sociale et ses diverses branches.

S&F : Vous travaillez également à la rédaction d'un ouvrage sur l'histoire sociale, complémentaire au parcours. Comment mettre en avant la mémoire collective et faire le lien entre passé et présent, tout en attirant l'attention des plus jeunes ?

L.B. : Pour rappel, nous sommes reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles en tant que service d'éducation permanente. Dans ce cadre, nous publions chaque année une étude et quinze analyses, téléchargeables sur le site de l'Institut. De notre point de vue, le passé constitue un extraordinaire outil d'analyse et de compréhension de la société d'aujourd'hui. La mise en perspective historique est à la base même de notre travail d'éducation permanente. Nous constatons régulièrement que pour la plupart des gens (et particulièrement pour les jeunes), notre système social, l'un des meilleurs au monde, est considéré comme une évidence, voire même comme un droit définitivement acquis. Il est donc important de rappeler qu'il est le fruit d'un long combat ouvrier et citoyen, d'un processus rythmé par de multiples avancées et reculs, de remises en question... Il s'agit là de faire comprendre que ce système n'est pas immuable, qu'il convient de se battre pour le maintenir et pour le faire progresser encore, car aujourd'hui l'injustice sociale est loin d'avoir disparu ! L'ouvrage dont nous nous occupons présentera donc une analyse, véritable mise en perspective historique et scientifique, de la période envisagée dans le parcours et sera complémentaire à celui-ci.



MORIN Lambert, Le triomphe du travail. Souvenir de la Fête du 1^{er} mai organisée par le Syndicat des mécaniciens, Liège, (s.n.), 1^{er} mai 1894, 210x270 mm. Coll. IHOES, Sarange

S&F : Dans le contexte de crise et d'austérité actuel, envisagez-vous à travers cet ouvrage de mettre en avant la force des actions collectives ?

L.B. : La force des actions collectives sera par définition au centre de cette publication ! C'est elle qui tout au long de l'histoire de la Belgique, a été le principal moteur des avancées sociales. N'oublions pas que ce sont les émeutes de 1886 qui ont poussé les élites à prendre en considération la question sociale. Alors que la condition catastrophique des ouvriers était connue depuis longtemps des classes dirigeantes, il a fallu cet électrochoc pour les amener à prendre une série de mesures sociales. C'est d'ailleurs pourquoi aux termes « acquis sociaux » en usage, je préfère ceux de « conquêtes sociales ». L'expression est porteuse de cette notion de lutte ; elle rappelle aussi que rien n'est jamais définitif... et qu'il est donc essentiel de rester vigilant, de continuer à se battre contre toute remise en question des droits sociaux. Il est d'autant plus indispensable d'adresser ce message à l'heure où nous connaissons une période d'austérité et

que, aujourd'hui comme hier, le secteur social est l'un des premiers où l'on réalise des économies... C'était l'objet de la loi unique en 1960 et du Plan global de 1993, pour ne citer que deux exemples. À chaque fois, des voix se sont élevées pour rappeler la primauté de l'humain sur l'économique. Bien sûr, au cours de l'Histoire, les mobilisations en faveur du progrès social ont connu des résultats contrastés : les mouvements n'ont pas tous été couronnés de succès. Mais ils ont à chaque fois prouvé la détermination de la population. Et mis en évidence sa solidarité ! Même si la société est aujourd'hui plus individualiste qu'hier, cette solidarité n'a pas disparu : au niveau social, elle prend la forme d'innombrables initiatives citoyennes (ex. : le mouvement des indignés, maisons médicales, groupes d'achats communs [GAC]), services d'échange local, NEW B...). Et plus loin de nous, les révoltes arabes et ukrainiennes, même s'il n'est pas encore assuré qu'elles déboucheront sur des progrès en matière de démocratie et d'égalité entre les êtres ont en tout cas le mérite de rappeler que la volonté du peuple est souveraine. ■■■

LA LAÏCITÉ EN ACTIONS

Par **Dorothy Bocken**, coordinatrice du service Relations avec les Associations

DE LA DÉSOBÉISSANCE AU RASSEMBLEMENT FÊTE DE LA JEUNESSE LAÏQUE !

Ce 5 février 2014 se clôturait, à La Cité Miroir, la 11^e édition du Rassemblement Fête de la Jeunesse Laïque (RFJL), projet mis en place par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège en collaboration étroite avec les associations organisatrices de la Fête de la Jeunesse Laïque (FJL) et les maîtres de morale qui restent bien évidemment le premier contact avec notre jeune public.

Il a touché cette année encore près de six cent cinquante jeunes qui ont assisté à une leçon grandeur nature de désobéissance civile! En effet, « Les Désobéisseurs », spectacle proposé par les compagnies « 3637 » et « Les pieds dans le vent » avait pris comme réflexion de base la question de l'autorité et celle de l'engagement comme alternative positive à la résignation. Jusqu'où doit aller l'obéissance face à une autorité? Quelles armes ai-je pour me positionner

contre et ce, quand on ne respecte plus mes valeurs, ni celles des droits humains?

Pas évident lorsqu'on nous apprend depuis notre plus jeune âge à obéir, à respecter les règles et à se soumettre aux lois. Dès lors, parler aux enfants de la possibilité de désobéir quand une cause est juste, c'est leur permettre de questionner leur présent pour en devenir acteurs et non pas seulement spectateurs.

Sans oublier bien sûr que l'autorité est nécessaire, utile, importante, facteur d'émancipation même mais cela ne donne pas pour autant tous les droits à ceux qui exercent le pouvoir. Voilà toute la nuance que nous avons voulu partager avec notre jeune public qui n'était pas en reste lors du débat après le spectacle! ■■■



Par **Jean-Denis Tourneur**, délégué au service Animations locales

L'ÉCOLE EN DÉBATS À WAREMME ET À LIÈGE

Les 23 et 30 janvier derniers à Waremmes et le 20 février à Liège, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège proposait, en préparation de son congrès prochain, des tables rondes sur le thème « École en débats ». À Waremmes, il avait réuni des spécialistes de la question de tous horizons : David Scholpp, enseignant et pédagogue, Nico Hirt et Philippe Schmetz, enseignants et représentants de l'Appel pour une école démocratique (APED) ainsi que Francis Sauvage, directeur de l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire (IPES) de Hesbaye.

D'emblée, le constat qui se pose est effarant : les rapports Pisa ont beau être analysés avec dif-

férentes grilles et méthodes, l'enseignement en Belgique est des plus inégalitaires, tant au Nord qu'au Sud du pays, et des moins efficaces, pour la Fédération Wallonie-Bruxelles.

De multiples raisons ont été avancées et autant de pistes proposées. Il ressort entre autres que plaisir d'apprendre et rigueur ne sont pas incompatibles, loin de là. Par ailleurs, le réseau unique n'a rien de techniquement impossible : son plus gros obstacle réside dans les barrières mentales (craintes du changement et d'un retour à la guerre scolaire,...). Enfin, les filières techniques et professionnelles doivent absolument être revalorisées. Autre point important : l'immigration,

pas plus que la mixité sociale, ne sont des facteurs de nivellement par le bas.

Brisons nos préjugés, questionnons nos pratiques pédagogiques, bousculons les idées reçues, osons nos utopies, afin d'offrir un enseignement qui ne reproduirait plus les inégalités et qui formerait des citoyens responsables, heureux, solidaires, actifs... L'avenir d'une société plus juste et fraternelle peut et doit passer par l'école! ■■■



Par **Renaud Erpicum**, coordinateur au service Actions locales

ATELIERS DE SOUTIEN À LA RÉUSSITE : DE BEAUX PROGRÈS EN 5 ANS

Lancé en 2008 au sein de l'école communale Morchamps dans le quartier marginalisé du Molinay à Seraing, le projet d'Ateliers de Soutien à la Réussite a pour objectifs de *renforcer la qualité de l'investissement dans l'enseignement de base au sein du quartier* et de *travailler la mobilité psychologique et physique des publics vers les offres de formation et de formation continue en dehors du quartier et vers des qualifications ou compétences nouvelles*¹.

L'approche développée dans ce projet se veut la plus simple possible. Elle s'inspire totalement de procédés ayant fait leurs preuves dans d'autres structures et vise à agir effectivement et directement sur le terrain. Pour ce faire, la méthode employée articule une posture de valorisation de l'enfant avec une approche ludique des situations. En valorisant, il s'agit de renforcer l'estime de soi et par là même, la capacité d'un individu à être un acteur positif de sa propre construction tandis que l'approche ludique permet de créer et de maintenir un niveau de motivation élevé.

Cinq ans après le lancement de ce projet, étayé par un important dispositif d'évaluation, un certain nombre de constats peuvent être faits.

Les Ateliers de Soutien à la Réussite répondent à une demande réelle (plus de 800 heures d'animation par an) relative à un encadrement supplémentaire de qualité. La totalité de la population scolaire à l'exception des 1^{ères} maternelles y participe à divers niveaux d'implication. Il est notable que cette demande émane de l'ensemble du public de l'école et non d'une de ses franges particulières, la proportion d'enfants de nationalité belge étant sensiblement (4 % d'écart) la même à l'école et aux Ateliers.

Le travail mené est pluriel : soutien extrascolaire par le biais d'un renforcement du nombre d'heures et d'une approche différenciée (tables de conversation en maternelle, ateliers extrascolaires primaires) ; activités à thèmes (gestion des conflits, genre, lectures-débats...) ; d'ouverture (découvertes culturelles).

Bien que la plupart des activités soient organisées sur base volontaire, les présences sont exceptionnellement élevées (88.5 % rien que pour les activités où le public n'est pas captif).

Depuis le lancement du projet, les enfants ont évolué au gré des diverses animations, certains

ont progressé de manière fulgurante, d'autres ont demandé un travail étalé sur une période plus longue avant de manifester des signes d'évolution positive, d'autres encore, bien plus rares, n'ont pas ou presque pas évolué et ont abandonné les ateliers. 100% de ces enfants ont, à un moment donné, saisi la main qui leur était tendue. Ils se sont inscrits sur base volontaire pour travailler plus, pour travailler autrement.

L'ensemble de l'équipe éducative a salué le travail des Ateliers de Soutien à la Réussite et souhaite la reconduction du projet. Un carnet de bord, témoignage et recueil de pratiques d'apprentissage en milieu marginalisé est en cours de rédaction.

Afin de changer notre regard. ...

¹ Molinay 2017, Rapport de la démarche prospective, mars 2008.





Par **Olivier Bonfond**, membre de l'équipe Bonnes Nouvelles

BONNE NOUVELLE : LA LUTTE, ÇA PAIE !

Jour après jour, les grands médias privés au service de la finance distillent la petite musique fataliste affirmant que « Le monde est tel qu'il est » ; « L'homme est fondamentalement égoïste », « La mondialisation est inéluctable », « Le capitalisme a toujours existé et existera toujours », « L'austérité est nécessaire », « Il faut payer la dette », etc.

Ces affirmations mensongères jouent un rôle très négatif : en rangeant celles et ceux qui veulent agir pour changer le monde du côté des rêveurs, elles nourrissent le fatalisme et la résignation. Comment réfléchir à un autre monde si on part de l'hypothèse que de toute façon, on ne pourra pas le changer ?

Certes, nous vivons dans un monde profondément injuste, et se voiler la face devant cette triste réalité ne sert à rien. Mais se résigner à l'accepter non plus. La célèbre expression de Margaret Thatcher « TINA » (There Is No Alternative) est tout sauf vraie. Non seulement les alternatives existent, mais elles sont innombrables. Beaucoup sont simples, cohérentes et pourraient être mises en œuvre dès aujourd'hui avec un peu de volonté politique. Partout dans

le monde, des hommes et des femmes refusent la logique capitaliste et combattent les injustices. Certains de ces combats mènent à des victoires...

En 2013, de nombreuses victoires sociales, économiques, démocratiques ou écologiques se sont produites : des banques et des transnationales ont été condamnées pour leur agissements criminels, des mobilisations ont fait reculer des projets dangereux ou ont imposés l'adoption de lois et mesures favorables aux populations et à l'environnement, etc...

Ces victoires doivent être connues par le plus grand monde, car elles sont le meilleur moyen de combattre le fatalisme ambiant en nous montrant que la lutte peut payer !

Elles nous rappellent aussi une chose fondamentale : toutes les conquêtes sociales de l'humanité (abolition de l'esclavage, fin de la colonisation, sécurité sociale, droit de vote, droits des femmes, etc.) n'ont jamais été obtenues grâce à la générosité ou le courage de responsables politiques. Elles ont toutes été le fruit de luttes et de mobilisations populaires qui

➔ «... il arrive à ceux qui se battent de gagner, au contraire des résignés qui sont les éternels défaits. Les seuls combats perdus d'avance sont ceux qu'on ne mène pas. L'abstention du plus grand nombre est toujours une victoire des puissants.»¹

Cyrille Sironval

Résistant contre le nazisme, professeur émérite à l'Université de Liège et membre de l'Académie royale de Belgique.

ont réussi à modifier le rapport de force en faveur des opprimés. Si l'on veut concrétiser les alternatives, il faut donc que les volontés individuelles convergent et s'articulent dans un mouvement collectif large, conscient et organisé.

Bien sûr, ce n'est pas facile et toutes les luttes ne sont pas victorieuses. Mais, pour qui veut participer à la transformation de la société et avancer vers l'émancipation sociale des peuples, c'est le seul chemin possible. ■■■

¹ Cyrille SIRONVAL, *L'engagement*, Éditions du cerisier, 2014

www.bonnes-nouvelles.be/site/

HENRI BARTHOLOMEEUSEN, NOUVEAU PRÉSIDENT DU CAL



La 22 mars dernier, l'Assemblée générale du Centre d'Action Laïque, qui se déroulait à Liège, dans les locaux de La Cité Miroir, a élu Henri Bartholomeeusen à la présidence de l'association. Seul candidat au poste, il est avocat au Barreau de Bruxelles, ancien membre du conseil de l'Ordre des avocats du barreau de Bruxelles, ancien Grand Maître du Grand Orient de Belgique, président honoraire du Musée Belge de la Franc-maçonnerie, administrateur de nombreuses Fondations d'utilité publique dont la Fondation Henri La Fontaine, administrateur du Centre d'Action Laïque et de la Fondation pour l'assistance morale aux détenus et enfin, membre de la Commission des Sanctions de la Banque Nationale de Belgique.

Dans son allocution initiale, Henri Bartholomeeusen a notamment voulu placer son



mandat à l'aune de trois priorités : la perspective internationale, l'éducation et la réappropriation par les jeunes de la définition même de la laïcité. À cet égard, il a souhaité « Replacer le soc dans le sillon de nos valeurs. Plutôt que de maudire les ténèbres, allumons une chandelle, si petite soit-elle. »

Les membres et associations du mouvement lui souhaitent bienvenue et bonne chance dans la gestion des nombreux défis qui l'attendent et remercient vivement Pierre Galand pour le travail accompli durant ses huit années de présidence.



Le 14 janvier dernier, La Cité Miroir était inaugurée après plusieurs années de travaux. S'en est suivi un week-end portes ouvertes qui a rencontré un important succès de foule. Pas moins de 20 000 personnes se sont pressées pour découvrir le nouveau visage des anciens Bains et Thermes de la Sauvenière, devenus aujourd'hui un pôle d'éducation, de culture et de débats.

SOUTIEN

VOTTEM, CAMP DE LA HONTE, 15 ANS DÉJÀ ! JE NE L'ACCEPTÉ TOUJOURS PAS !

À la veille des élections fédérale, régionale et européenne, un changement radical s'impose en ce qui concerne la politique d'immigration, tant belge qu'européenne. Si cette dernière conditionne l'autre, il n'en reste pas moins que la politique menée par le gouvernement actuel réduit à néant le droit de séjour en Belgique, ce qui fait que notre pays devient le champion de l'Europe

forteresse en matière d'éloignements forcés ou « volontaires » sous pression.

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège s'est associé, une nouvelle fois, au Collectif de Résistance Aux Centres Pour Étrangers (CRACPE) en participant au rassemblement ce 16 mars devant le centre fermé de Vottem. ■■■



AVORTEMENT : UN DROIT À DÉFENDRE !

Mercredi 29 janvier, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège a participé à la marche aux flambeaux pour soutenir le droit à l'avortement en Europe et plus particulièrement en Espagne. Quelques 2000 personnes s'étaient ainsi rassemblées en face de l'ambassade d'Espagne pour

protester contre un projet de loi qui, s'il est voté, restreindra considérablement le recours à l'avortement, l'assimilant même à un crime. Les manifestants ont ensuite gagné le Parlement européen en scandant des slogans pour soutenir le droit des femmes à disposer de leur corps. ■■■



Librairie Stéphane Hessel



« Le motif de la résistance
c'est l'indignation »

Stéphane Hessel

Retrouvez une sélection d'ouvrages adultes et jeunesse sur les thèmes : Histoire • Émancipation • Féminisme • Questions sociales • Seconde guerre mondiale • Travail de mémoire • Dialogue des cultures • ...

Des romans thématiques sont également proposés aux lecteurs.

Ouverture tous les jours de la semaine de 9h à 17h (aussi en soirée et le WE lors des activités à la Cité Miroir • Place Xavier Neujean 22 • 4000 Liège)

LA CITÉ MIROIR
SAUVENIÈRE



0493 259 359

À votre service tous les jours,
week-ends et jours fériés inclus
pour vous accompagner
dans vos démarches

En partenariat avec
les associations laïques

Avec le soutien de



délation
haine peur

xénophobie

racisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

antisémitisme

Plus jamais ! ça

Parcours dans les camps nazis
pour résister aujourd'hui.

droits de l'Homme
travail de mémoire
démocratie éducation
résistance

Du lundi au vendredi de 9h à 16h (dernière entrée) |
Les samedis et dimanches de 11h à 15h (dernière entrée) |
Fermée les jours fériés ainsi que la dernière semaine de juillet,
la première semaine d'août et du 25 décembre au 2 janvier |
Les groupes sur rendez-vous |

Contact : 04 230 70 50 — reservation@cite-miroir.be — www.citemiroir.be

Exposition permanente à

LA CITE MIROIR

S A U V E N I È R E

Place Xavier-Neujean 22 - 4000 Liège

Éditrice responsable : Dominique DAUBY, présidente - Boulevard de la Sauvenière 33-35, 4000 Liège



Avec le soutien de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie, de la Province de Liège, de Liège Province Culture, de la Ville de Liège, du Parlement wallon, de Network Research Belgium.



Les acteurs de l'histoire, c'est vous!

www.territoires-memoire.be

Portes ouvertes - 10 & 11 Mai 2014

Réservez votre visite gratuite au 04 230 70 50 ou reservation@cite-miroir.be

Visites de 9h à 16h le samedi 10 et le dimanche 11 mai - Visites de 50 min - Départ toutes les 30 min

PLACES LIMITÉES!
RÉSERVATION INDISPENSABLE